

DREAL-UD69-MP
DDPP-SPE-FC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2024-221
imposant des prescriptions complémentaires
à la société MAUSER FRANCE
pour l'installation exploitée 82 rue de l'industrie à Saint-Priest

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L.411-2 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2015 modifié en dernier lieu le 03 juillet 2017 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société MAUSER FRANCE dans son établissement situé 82, rue de l'industrie à Saint-Priest ;

VU le rapport du 15 octobre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 21 octobre 2024 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU la réponse du 4 novembre 2024 de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT qu'une visite sur les lieux de l'inspection des installations classées, réalisée le 12 septembre 2024, a permis d'établir que la société MAUSER FRANCE n'a pas raccordé les conduits 20 et 70 à l'oxydateur thermique comme le prévoit l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du site du 31 juillet 2015 ;

CONSIDÉRANT qu'actuellement l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site situé au 82 rue de l'industrie à Saint-Priest, du 31 juillet 2015, n'indique pas de Valeurs Limites d'Émissions pour les conduits 20 et 70 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de faire application des dispositions des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, en imposant des prescriptions complémentaires en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : OBJET

Les rejets issus de l'installation exploitée par la société MAUSER FRANCE au 82 rue de l'industrie à Saint-Priest, doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- pour les installations, la teneur en O₂ ou CO₂ est précisée lors de la mesure. On entend, par flux de polluant, la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Conduits n°20 et 70 tels que désignés dans l'AP du 31/07/2015	
	Concentrations en mg/Nm ³	Flux en kg/jour
Poussières	40	2,2
SO _x (en équivalent SO ₂)	35	1,9
NO _x (en équivalent NO ₂)	400	22,2
COVNM	50	2,8

ARTICLE 2 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Priest et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Priest pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Saint-Priest fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (MAUSER FRANCE - 82 rue de l'industrie - 69 800 SAINT PRIEST), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE : EXÉCUTION

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Saint-Priest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MAUSER FRANCE.